

Et si la PMA se retournait contre les femmes ?

Pour tout le monde, les vacances d'été sont l'occasion de prendre une distance bienfaitrice avec le harcèlement des préoccupations quotidiennes et de se tourner vers l'essentiel. C'est pourquoi j'ai suivi avec intérêt, début août, un débat entre féministes, mené par l'intermédiaire de certains journaux. Je m'attendais à ce que leurs échanges aient pour objet d'examiner à fond, en toute sérénité, la principale question d'actualité pour les femmes : le projet de loi sur la PMA, voté précipitamment fin juillet par l'Assemblée nationale. C'était une naïveté de ma part. Le thème n'a même pas été évoqué. Ces dames –d'éminentes universitaires et des journalistes influentes– sont déchirées pour savoir qui, du « féminisme universaliste » ou du « féminisme de la différence », allait conduire à l'apothéose de l'humanité et qui serait jeté aux poubelles de l'histoire.

Je renvoie le lecteur intéressé par leur débat, aux journaux qui l'ont publié. J'avoue que son caractère abstrait m'a rebuté. Et puis la dénonciation incessante d'un « patriarcat » insaisissable par la raison, m'a lassé. Féministes des deux écoles, revenez au concret !

Je leur propose ici ce qu'elles ont raté pendant leurs vacances : une réflexion de fond sur un problème réel et pressant : **la PMA**. Pourquoi un problème ? Parce que l'ouverture de cette technique de procréation artificielle à toutes les femmes, y compris les lesbiennes et les femmes seules, **me paraît être lourd de dangers non seulement pour les enfants qui en seront issus mais aussi pour la condition des femmes**. Les féministes ne semblent pas en avoir conscience. Toutes applaudissent ce qu'elles qualifient

de nouveau progrès dans l'émancipation féminine. Elles s'arrêtent là. C'est un peu court. Essayons d'aller plus loin.

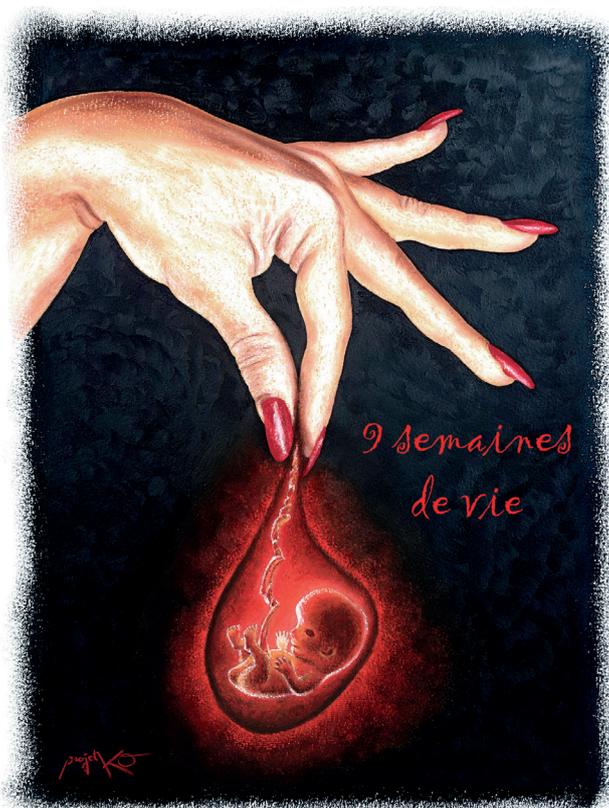


Illustration: ProjektKO

Avortement et PMA : intentions similaires, conséquences semblables

Peut-être me ferai-je mieux comprendre en proposant un parallèle entre la **PMA et l'avortement**. L'une et l'autre **ressortent du même principe : le corps de la femme appartient à la femme** ; elle en dispose comme elle l'entend. L'une et l'autre ont eu d'abord des champs d'application restreints : Simone Veil voulait limiter « l'interruption volontaire de grossesse » pratiquée par des médecins à « des exceptions dans des cas d'extrême détresse » ; la législation encore en vigueur prétend réserver la PMA à des cas rares d'infertilité avérée. Nos féministes exigent, dans les deux cas, une généralisation d'application : elles ont obtenu que l'avortement devienne « un droit fondamental » pour toutes les femmes sans exception. Elles réclament aujourd'hui « la PMA pour toutes ».

Ne nous attardons pas à une discussion du principe qui ouvre le « droit à l'avortement ». Un demi-siècle de polémiques a montré qu'elle était stérile. Tournons-nous vers ses conséquences observables. On reconnaît - n'est-ce pas ?- un arbre à ses fruits beaucoup mieux qu'à sa graine. Examinons ce que la liberté d'avorter a apporté aux femmes d'abord, à la société ensuite. Nous essaierons d'en déduire des indices sur ce que sera l'influence de sa sœur, la PMA, sur la vie de notre société.

Auparavant il me semble indispensable de réfuter une affirmation que toutes les féministes, quelle que soit leur école, ont martelé dans leurs échanges de cet été : selon elles, le principal titre de gloire du féminisme, c'est « qu'il n'a jamais tué personne », ni même « fait couler une seule goutte de sang », contrairement aux idéologies masculines du passé. C'est exact à la condition de négliger les millions d'êtres humains pas encore nés qui ont été sacrifiés sur l'autel du « droit fondamental » à avorter. Si on les prend en compte, le féminisme en question apparaît comme **l'une des idéologies les plus san-**

glantes de l'histoire humaine. Cette vérité occultée devrait inciter les universitaires et journalistes que j'ai lues début août, à moins d'orgueil. Il ferme leurs yeux à la réalité.

Les familles monoparentales, conséquence du « libre choix des femmes »

Examinons à présent les conséquences que la libéralisation de l'avortement a eu sur la condition des femmes. Selon le dogme féministe, une grossesse est une décision exclusivement féminine. Le slogan « un enfant si je veux, quand je veux » le résume fidèlement. L'autre moitié de l'humanité, c'est à dire celle qui est de sexe masculin, n'a pas voix au chapitre. Les hommes sont tenus de s'incliner devant le libre choix de leurs partenaires d'une vie ou d'une soirée. Réclamer un droit en ce domaine serait de leur part une intolérable manifestation de « la prise masculine sur le corps féminin ».

Soit. Excluez les hommes, non de l'acte sexuel, mais de l'acte de conception. Vous devez alors en assumer une conséquence redoutable pour la femme: **à force de vouloir qu'elle soit seule à décider d'avoir ou non un enfant, vous lui imposez le risque qu'elle soit seule aussi à le prendre en charge après sa naissance. En faisant de la maternité un choix exclusivement féminin, votre « révolution sexuelle » a fait du mariage et de la paternité assumée, un choix exclusivement masculin**. Ce choc en retour n'a été prévu nulle part dans la littérature féministe. Il s'est manifesté de façon brutale par la croissance rapide de ce que l'administration appelle pudiquement « **les familles monoparentales** », c'est à dire les foyers dans lesquels une mère porte seule le poids d'un ou plusieurs enfants. Ces familles privées de père sont inexorablement tirées vers le bas de l'échelle sociale ; elles sont plus pauvres, moins instruites, plus vouées à l'éclatement et à la délinquance que les autres. Nos féministes refusent absolument de voir dans cette masse malheureuse de marginalisés et d'exclus un fruit du droit à l'avortement libre

et gratuit. Leur idéologie en serait ébranlée. Elles choisissent de demeurer dans le monde auquel elles appartiennent : celui du pouvoir et du savoir. La misère des faibles leur est étrangère.

Passons à une autre conséquence que le droit à l'avortement a eu sur la condition des femmes. A nouveau, le phénomène à prendre en compte, c'est la réaction masculine aux « conquêtes féminines » en ce domaine, réaction que le féminisme n'a pas su anticiper. Loin de valoriser la femme dans l'esprit de l'homme, l'avortement l'a dépréciée. C'est un fait bien connu et bien analysé que les relations entre les sexes ont pris un caractère brutal, par lequel l'homme exprime sa domination égoïste. Il faut comprendre, par exemple, le mouvement « me too » comme un effort désespéré des femmes pour échapper à un sort de plus en plus dur dans leurs relations avec l'autre sexe. Mais cet appel à l'aide d'une féminité méprisée et écrasée par l'homme ne peut être entendu que si on remonte du phénomène à sa cause. Nos féministes en sont loin.

Durcissement du rapport entre les sexes

Venons-en à l'effet du droit à l'avortement sur la société dans son ensemble. Une observation, elle aussi bien documentée, est la multiplication de douloureuses « crises d'identité » qui dégénèrent parfois en violences aveugles. Elles ont pour cause principale le chaos qui s'est établi dans la vie familiale, chaos dont l'origine se trouve dans le droit à l'avortement. Et puis la « révolution des mœurs » a eu dans notre société sa répercussion inévitable dans le domaine politique, comme ce fut vrai dans toutes les époques et dans tous les pays. Nos féministes le savent si bien qu'elles affirment vouloir changer la politique en changeant les mœurs masculines. En « débarrassant les hommes des codes dépassés de la virilité », elles nous préparent, disent-elles, une société « foncièrement démocratique », donc plus solidaire et plus paisible. Hélas ! Les faits montrent le contraire. L'indifférence des sexes l'un à

Nous avons évoqué dans notre précédente *LETTRE* le rapport parlementaire sur la politique familiale de Nathalie Elimas, devenue depuis, secrétaire d'Etat à la Réussite scolaire. Ce rapport marquait un premier pas significatif – à condition qu'il soit suivi – vers une reconnaissance d'une politique familiale pleine et entière, c'est-à-dire, distincte d'une politique sociale.

Le dernier livre du **Pr. Jacques Bichot**, dont nous publions souvent les articles sur notre site, *Cure de jeunesse pour la Sécurité sociale*, paru cet automne aux éditions de l'Harmattan, va encore beaucoup plus loin. Tandis que le rapport parlementaire en reste à la notion d'aide de l'Etat (relèvement des plafonds de réductions d'impôts ou des allocations), J. Bichot retourne le problème en partant de la contribution que les familles elles-mêmes apportent à la nation et il en déduit une politique familiale innovante et qui mérite réflexion. Nous y reviendrons.

l'autre a déteint en indifférence à la vie de la cité, que les sociologues appellent avec inquiétude la « dépolitisation » accrue de chaque génération par rapport à celle qui l'a précédée. Quant à la « crise identitaire », elle se traduit en renfermements des citoyens en « groupes identitaires » de plus en plus hostiles les uns aux autres. Le féminisme n'avait rien prévu de tout cela et n'a aucune solution à offrir. Il est au contraire entraîné à son tour dans l'engrenage identitaire. Le « féminisme radical » en est aujourd'hui l'illustration presque caricaturale.

Ce résumé des conséquences visibles du « droit à l'avortement » nous fait pressentir ce que nous réserve son frère jumeau, « le droit à la PMA ». Il est vrai que ce dernier n'intéresse qu'un nombre réduit de femmes alors que l'avortement a été pratiqué par près de la moitié de la dernière classe d'âge. Mais son influence morale et politique peut aller bien au delà des cercles de femmes seules et lesbiennes. Les féministes, une fois encore,

bornent leurs regards à sa conséquence la plus immédiate et la plus directe : mettre un terme à la « souffrance » de femmes qui ne peuvent avoir d'enfant faute de partenaire masculin. Elles se gardent bien d'aller jusqu'aux questions délicates qui viennent ensuite : le sort des enfants à naître sera-t-il le même que les autres ? Ne faut-il pas s'attendre à un nouveau contre-coup masculin ? L'ordre social ne risque-t-il pas d'être encore plus affecté ? Essayons de percer les brumes de l'avenir en prenant le « droit à l'avortement » pour guide.

Les femmes et les enfants seront encore les grands perdants

Pour commencer définissons le « droit à la PMA » pour ce qu'il est réellement : Comme son frère, l'avortement, la PMA est un **refus radical d'une participation masculine à la conception d'un enfant**. Elle ressort de la même volonté de toute puissance féminine sur la vie à venir. On peut en déduire, sans risque d'erreur, qu'elle va aggraver les maux sociaux que l'avortement a provoqués.

Entrons dans plus de détails. Parlons d'abord de l'enfant qui va voir le jour. Il sera bien à plaindre. Fruit d'un eugénisme désincarné, amené à l'existence par des techniques médicales hasardeuses, privé de la moitié de son héritage humain, il sera comme un arbrisseau dont on a coupé la moitié des racines avant de l'avoir transplanté sur un sol à la fertilité douteuse. Il sera toujours fragile. Les épreuves de l'existence seront plus difficiles pour lui que pour les autres. Les incertitudes de son devenir ont été maintes fois décrites par des psychiatres éminents mais nos féministes ne vont pas si loin.

Passons à la condition féminine. Va-t-elle

vraiment être plus libre et plus épanouie ? Le contre-coup masculin a un aspect déjà bien connu : **puisque les femmes veulent des enfants sans homme, la loi ne peut refuser aux hommes d'avoir des enfants sans femme**. C'est ce qu'on appelle la GPA. En fin de compte, la condition féminine y perd : dans la PMA, l'homme ne livre que son sperme ; dans la GPA, la femme vend son corps. Elle est bien plus humiliée, bien plus abaissée que l'homme dans cet échange sordide.

La « marchandisation » de la conception nous annonce que la PMA va envenimer la guerre des sexes initiée par l'avortement. Les unions deviendront encore plus précaires et les relations entre hommes et femmes encore plus brutales. Finalement c'est la masculinité, dans ce qu'elle a de pire, qui imposera sa domination. Les féministes vont nous conduire à l'opposé de leur but.

Sur le plan politique, il en ira de même. Nous ne progresserons pas vers l'harmonie démocratique, respectueuse des droits de chacun, que le féminisme rêve de construire. Notre société s'enfoncera dans le chaos où le droit à l'avortement a commencé de nous conduire. La réalité politique qui nous attend sera l'épanouissement de ce qui est déjà visible : chocs entre **revendications identitaires irréconciliables**, rapports de force exacerbés et contraintes étouffantes. Il n'est pas certain que nos libertés puissent survivre à un climat aussi hostile à leur nature.

Voilà qui aurait été un vrai sujet de réflexion pour cet été. Mais je m'illusionne. Pourquoi les féministes accepteraient-elles de regarder aujourd'hui ce qu'elles ont obstinément refusé de voir depuis un demi-siècle.

Michel Pinton
Administrateur de Famille et Liberté

La Lettre de Famille et Liberté - 17 rue Dupin 75006 Paris - Tél. 06 66 84 65 72

Mail : contact@familleliberte.org - Site Internet : www.familleliberte.org - Twitter : <https://twitter.com/FamilleLiberte>

Directeur de la publication : Claire de Gatellier. Dépôt légal : septembre 2020.

Impression : Lorraine Graphic - Z.I. des Sables, 3 Rue Charles Hermite - 54110 Dombasle-sur-Meurthe